



FORUM 2011

VERS UN MONDE DURABLE ET SOLIDAIRE

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	3
Constat de départ	3
Grands Thèmes abordés	3
Propositions pour une transition	5
Rappel du programme	6
COMPTE RENDU DU FORUM	7
1 Le changement culturel au niveau individuel	7
Un nouvel humanisme	7
Éthique, écologie et questions sociales	8
Paix et non violence	9
Permaculture : l'approche holistique de l'engagement citoyen	9
Medias (niveau citoyen, individuel)	10
Éducation	10
2 Le rapport concret de nos sociétés à la nature	11
Agriculture, alimentation et bien être paysan	11
Forêts	12
Green Tech	12
3 Le changement culturel au niveau collectif et global : sortir de l'impératif de croissance	14
3.1 La Consommation	14
3.1.1 Les constats	14
3.1.2 Propositions pour sortir de l'impératif de la croissance	16
> Au niveau de l'entreprise	16
L'entreprise de demain : responsable et libérée	16
> Au niveau des instruments économiques (fiscalité, subsides, etc.)	18
> Au niveau des médias (niveau collectif, responsabilité collective)	18
3.2 La finance	18
Transition vers un nouveau paradigme de la finance	19
Les constats	19
Propositions pour une transition	20
4 Le changement culturel au niveau de la gouvernance	21
CONCLUSIONS DU FORUM	23

SYNTHÈSE

La première édition du forum "One People, One Planet" qui se positionne comme un lien entre Davos et Porto Allegre, s'est terminée fin août 2011 à Louvain-la-Neuve. Quatre jours de conférences et d'échanges ont permis à près de 350 personnes de formuler des recommandations. Les acteurs présents, issus de grandes ONG, d'institutions publiques de financement, d'entreprises et de mouvements citoyens se sont concertés de manière constructive sur la manière d'établir une transition vers un monde durable et solidaire.

Le Forum 2011 était présidé par Ian Johnson, Secrétaire général du Club de Rome ¹, qui a rappelé que le rapport « Halte à la croissance » (1972), était malheureusement toujours d'actualité. Le Forum s'est également enraciné dans des jalons clés tels que « Our Common Future » de 1987 (Rapport Brundlandt). Il visait à définir l'ampleur des changements nécessaires en mettant l'accent sur la gestion de la transition. Événement destiné à être récurrent, 'One people, One Planet' entend contribuer aux rencontres de « Rio + 20 » (Sommet de la Terre) au printemps de 2012.

Lors de la conclusion, Philippe Maystadt (Président de la BEI - Banque Européenne d'Investissements) a fait écho aux différentes propositions émises par les ateliers en soulignant le mérite d'avoir réussi à mettre autour de la table des acteurs aussi divers. Il a souligné l'importance de prolonger le dialogue.

¹ <http://www.clubofrome.org/>

CONSTAT DE DÉPART

Le Forum part de deux constats : d'une part, dans cette phase anthropocène de l'évolution de l'humanité qui est la nôtre, nos systèmes économique et financier, basés sur la croissance, sont dans l'impasse face aux limites de la biocapacité de la Terre. D'autre part, les ressources et les différents systèmes qui soutiennent le vivant doivent être partagés de manière équitable entre tous, présents et à venir. Comme le dit Tim Jackson (in Prospérité sans croissance) : « La richesse pour quelques-uns, qui résulte de la destruction écologique et des injustices sociales, ne peut pas être la base d'une société civilisée ».

GRANDS THÈMES ABORDÉS

Quatre grands thèmes ont constitué la toile de fonds du Forum :

- 1 changement culturel pour sortir du piège de la consommation croissante (condition pré-requise d'une planète à la fois finie et durable) ;
- 2 nouvelle gouvernance orientée vers le bien commun dans le long terme ;
- 3 investissements écologiques (outils permettant des priorités dans la gestion du changement) ;
- 4 la finance au service de l'économie et de la prospérité (à l'encontre du modèle actuel inverse de l'économie au service de la finance).

Ces quatre grands thèmes exigent une vision et des initiatives inscrites dans le long terme et la solidarité.

Derrière cette toile de fonds se profile un véritable changement de paradigme qui se décline en plusieurs changements : réinventer une morale qui tienne compte de la nature et du vivant, construire une micro et une macroéconomie responsables, et fonctionner selon une logique de prospérité (réviser la hiérarchie des valeurs).

Albert Jacquard à la Maison du Développement Durable

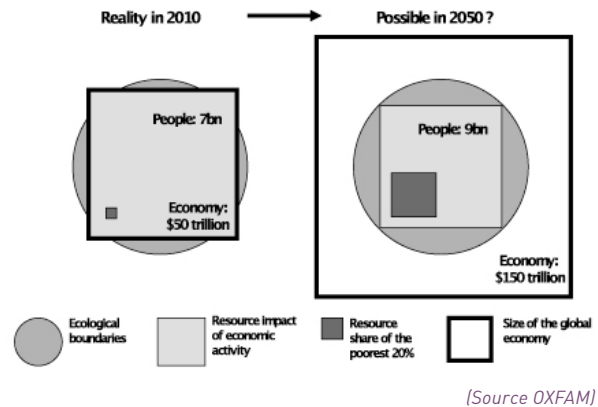


Lors de la conférence inaugurale, «A toi qui n'est pas encore né», le généticien et philosophe français **Albert Jacquard**² a dessiné le cadre moral et philosophique des travaux. Nous devons travailler les uns avec les autres, dans l'émulation, et non en compétition. Nous devons reconstruire les liens de solidarité et de rapport à la terre que la société de consommation a rompu en transformant les citoyens en consommateurs.

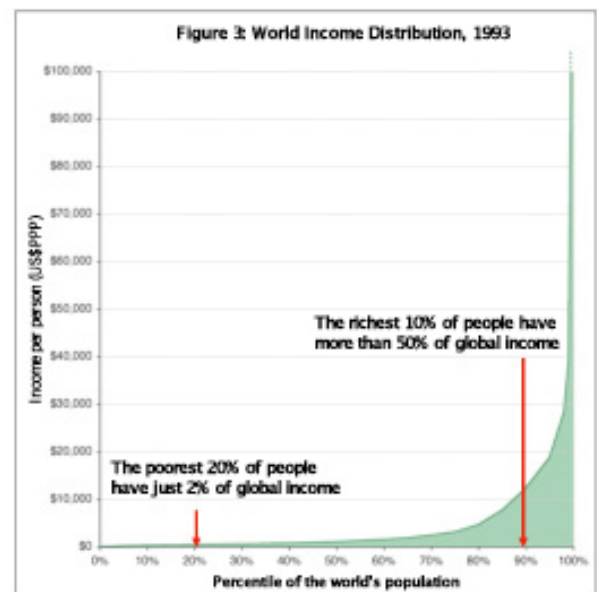
Isabelle Autissier (présidente de WWF France³) a ajouté qu'il s'agit de retisser nos sociétés autour de l'appartenance à la planète terre, moins autour du concept de maîtrise et contingentement de la nature à nos désirs (nature productrice de ressources longtemps considérées comme inépuisables), qu'avec un souci de durabilité du couple homme / nature, de résilience de l'environnement. Le partage solidaire étant une condition de ces deux démarches. **Kate Raworth** (OXFAM⁴) a précisé les défis spécifiques auxquels la planète est confrontée: réduire de 33% l'empreinte écologique pour vivre au diapason de la biocapacité, redistribuer les ressources limitées vers ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, se partager les ressources en tenant compte de la croissance démographique (+30% en 2050), et intégrer une économie globale qui devrait tripler d'ici 2050. Les quelques tableaux ci-après illustrent ces défis.

² http://fr.wikipedia.org/wiki/Albert_Jacquard
³ <http://www.wwf.fr/>
⁴ <http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-people/research/kate-raworth>

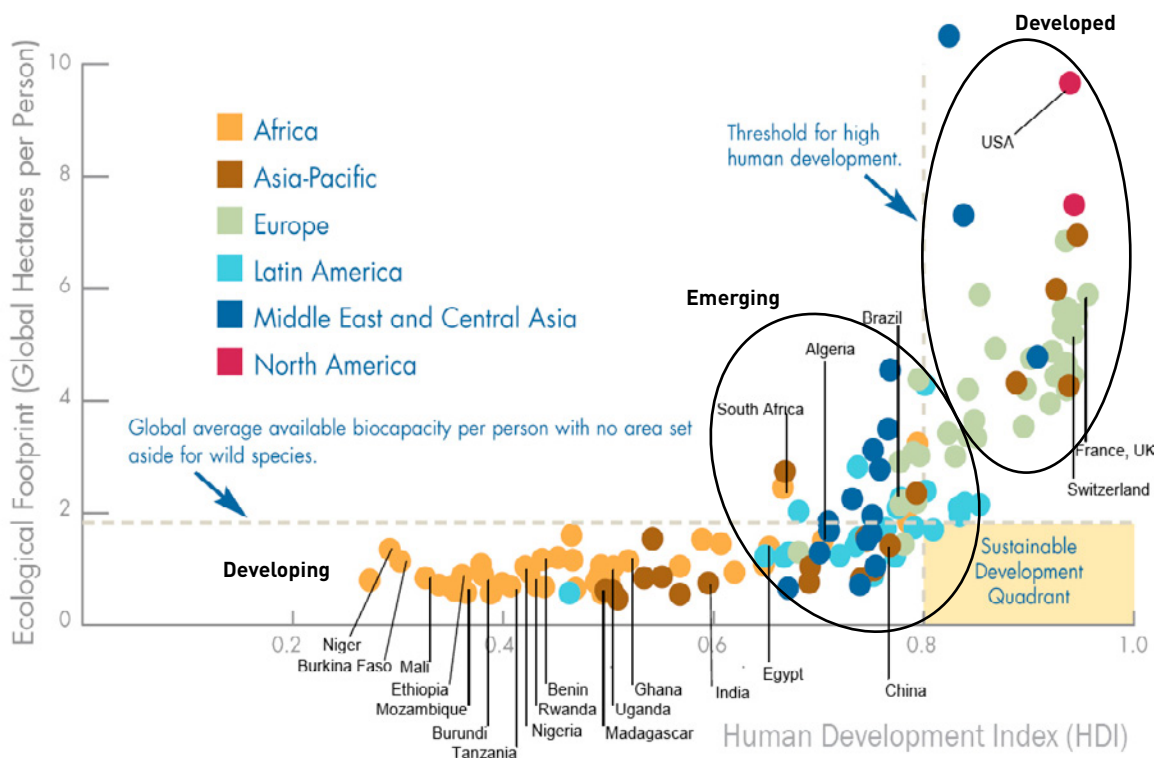
THE 21st CENTURY CHALLENGE



DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET EMPREINTE ÉCOLOGIQUE



LA REDISTRIBUTION DES RICHESSES



(Source: Milanovic 2000)

PROPOSITIONS POUR UNE TRANSITION

La spécificité du Forum a été de mettre l'accent sur les initiatives et propositions qui mettent en œuvre la transition vers un changement culturel profond tant au niveau individuel que collectif, en allant du local au global et en soulignant le rôle des institutions, moins sujettes aux aléas du court terme que le politique.

Face aux différents problèmes de société que la dégradation de l'environnement et le changement climatique rendent encore plus aigus, de nouveaux modèles et exigences de participation citoyenne se sont dégagés : souveraineté alimentaire, respect de la vie et du vivant comme principe de paix et de non-violence, nécessité d'une éducation à la fois critique et holistique, entreprises œuvrant et innovant en interne et en externe pour des modes de production et de consommation plus durables, gestion des biens communs (p.ex. les forêts, le respect et la reconnaissance des communautés paysannes gardiennes de la terre), institutions financières à taille modérée, plus transparentes et plus proches de la réalité du client dans le long terme.

Au niveau global, cette spécificité s'est exprimée autour de la nécessité de repenser un système actuellement axé sur la croissance dans lequel la finance domine l'économie et où l'économie épuise les ressources naturelles. **Olivier de Schutter**, rapporteur des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, a clairement énoncé que les axes de la gouvernance et le fonctionnement de la démocratie sont inadaptés aux besoins d'une stratégie de transition qui porte nécessairement sur le long terme. Conjointement avec **Patrick Van Haute**, directeur exécutif de l'OCDE ⁵, M. **Philippe Maystadt** a mis en avant le besoin fondamental d'arriver à prendre en compte les coûts et bénéfices environnementaux, dans la comptabilité des entreprises et la refonte des indicateurs tels que le PNB.

Les liens entre la crise financière actuelle et les crises environnementale, sociale et économique ont mis en lumière le besoin de revenir à une séparation plus claire entre les différents métiers de la finance (banque de détail, banque d'affaires, assurances, etc.). Tout comme nous avons besoin de biodiversité, il nous

⁵ http://www.oecd.org/home/0,3675,fr_2649_201185_1_1_1_1_1_1,00.html

faut une pluralité d'acteurs financiers et économiques, opérant dans la transparence, et d'une taille telle qu'elle permette de limiter la dépendance sociétale à leur égard renforçant ainsi la capacité de résistance et d'adaptation des sociétés.

*Philippe Maystadt (BEI),
Cédric du Monceau (Ottignies-Louvain-la-Neuve),
Kristian Uppenberg (BEI),
Patrick Van Haute (OCDE)*



RAPPEL DU PROGRAMME

Les quatre jours du forum étaient articulés comme suit :

Vendredi 26

INTRODUCTION

One people, One planet – agenda pour demain, en quête d'humanité.

Avec Albert Jacquard, scientifique et essayiste

Samedi 27

REGARDS SUR LE FUTUR

Leçons d'expériences et de propositions sur le long terme : étude de cas.

- > Reforestation et agroforesterie (2011 : année de la forêt)
- > Green technologies : la pertinence écologique revisitée

Dimanche 28

FORUM PARTICIPATIF

LA PUISSANCE DE L'ALTERNATIVE

- > 10 sessions de travail collaboratif
- > réseautage, élaborer la vision, déterminer les processus de transition

Avec Isabelle Autissier, navigatrice et présidente WWF France

Lundi 29

MOVING ON

stratégies et orientations pour 4 mécanismes mobilisateurs de l'énergie du système via un changement de paradigme :

- > Une culture post-consumérisme,
- > Les investissements écologiques pour les générations futures,
- > Remodéliser la gouvernance,
- > Régénérer le système financier

Avec Phillippe Maystadt, président BEI, Patrick Van Haute, directeur général OCDE, Tony Long, directeur général, EPO WWF

COMPTE RENDU DU FORUM

La nécessité des changements culturels et celle des investissements nécessaires pour en permettre la réalisation transcendent en quelque sorte l'ensemble du travail accompli. Nous en reprenons ci après l'essentiel en les regroupant dans 3 chapitres, en dégageant chaque fois les constats ou les questions puis les propositions de solutions. Le premier concerne les changements au niveau individuel. Le second traite de la nécessité de se libérer de l'impératif de croissance avec en ligne de mire, d'abord la consommation et ensuite la finance. Enfin le dernier a trait au remodelage de la gouvernance.

- 1 -

LE CHANGEMENT CULTUREL AU NIVEAU INDIVIDUEL

Le changement culturel commence au niveau des convictions et comportements individuels, et puis s'étend à la communauté. Les conférences en séance plénière ont permis d'en comprendre les enjeux. Les différents ateliers ont fait réfléchir les participants, d'une façon participative, aux outils dont nous disposons ou vers lesquels nous tendons, pour opérer, au niveau individuel, des changements culturels profonds.

UN NOUVEL HUMANISME

Jean-Luc Roland, bourgmestre d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, a présenté le Forum comme une synthèse féconde d'initiatives. La société n'est plus, comme du temps d'Aristote et de l'Antiquité, un miroir de l'ordre naturel. Historiquement, depuis le siècle des

Lumières, l'homme a spécialisé ses connaissances, a isolé les problèmes pour les étudier en profondeur, et a réussi à faire progresser la science au point de dominer la nature. Le défi est de retrouver le lien rompu avec la nature.

> **Albert Jacquard**: *un humanisme moderne, fruit de l'intelligence humaine unique*

Cette première édition a donc placé le débat dans le cadre d'un humanisme moderne.

La créativité et le caractère uniques de chaque être humain nous rendent capables d'inventer un futur plus heureux dans un monde plus équitable, comme l'a suggéré le généticien et philosophe français **Albert Jacquard** lors de la conférence inaugurale. L'aventure humaine est de dominer son cerveau, de se construire. L'humain, en tant qu'être 'savant', à la différence des autres espèces, 'sait qu'il est'. Mettant en place, dès la naissance, 10000 connections par neurones multipliées par 100 milliards de neurones, il est dans une position de choix, avec suffisamment de liberté de pensée pour dire non à un système qui nous opprime. Notre organisation sociale, depuis l'école (qui récompense par des 'points'), ramène à des nombres un être et une intelligence. Et il en résulte une société de compétition. Si celle-ci a conduit à ce que nous avons appelé le progrès, la prospérité (et notre planète finie), nous demande de réinventer notre approche. Pour le philosophe généticien, nous en avons les moyens, mais pour ce faire, il nous faut migrer d'une société d'éducation à la compétition (où l'autre est l'ennemi) vers une société qui promeut l'émulation (où l'autre stimule chacun d'entre nous à se dépasser).

> **Isabelle Autissier**: *mettre chacun en situation de co-responsabilité*

Comme les marins avec la mer, nous devons retrouver une symbiose avec la nature, a souligné **Isabelle**

Autissier, navigatrice et présidente du WWF France. Le changement de paradigme – qui va remettre l'écologie au cœur de nos pratiques – sera inventif, joyeux et démocratique. Loin d'un «anti technique» et «anti progrès», la science et l'inventivité vont être le pilier de la mutation, tant au niveau de la compréhension du fonctionnement de la planète, que des techniques nouvelles et des organisations sociales, politiques et économiques qui vont se mettre en place. Cette approche écologique est en rupture avec des sociétés de consommation qui ont privilégié l'objet à l'être et l'individuel au collectif.



Isabelle Autissier

Le modèle actuel, qui s'est accéléré après la deuxième guerre mondiale n'est pas le modèle idéal dont nos parents avaient rêvé. Ce modèle, basé sur une consommation croissante, et les mesures de son succès ne sont à l'évidence pas générateurs de bonheur durable, ni de santé réelle des sociétés. Au contraire, ils créent des frustrations individuelles et des tensions sociales. La mutualisation, le partage, la gratuité, le collectif sont des conditions de réussite d'un changement de paradigme. Face à la globalisation des menaces, la mutualisation des savoirs, des pratiques et des objets est créatrice de solidarité.

La société écologique est plus démocratique parce qu'elle ne peut fonctionner que sur l'adhésion de chacun à une vision globale et pas par la confiscation des choix par un groupe social. Elle donne plus de place au local et aux processus de contrôle ; elle met chacun en situation de co-responsabilité.

> **Bruno Delvaux** : *décloisonner l'hyper-spécialisation et intégrer les paramètres contextuels*

L'approche réductionniste, nous a amenés à découper la matière et le vivant. L'isolement des problèmes

comme condition du progrès scientifique nous a conduit à l'hyperspécialisation, comme l'a souligné **Bruno Delvaux**, recteur de l'UCL. Il est temps de réaliser les effets pervers d'un oubli des paramètres contextuels et de mesurer leur relation aux différentes crises (environnementale, financière, économique, sociale, culturelle, éthique). Le défi est d'utiliser cette puissance qui nous vient de l'approche réductionniste pour réinsérer les contextes, reconnecter les disciplines entre elles et changer les paradigmes. Pour paraphraser la génétique, nous avons des neurones mais aussi une capacité immense à établir des interconnexions.

ÉTHIQUE, ÉCOLOGIE ET QUESTIONS SOCIALES

> **Intervenants** : *Brigitte Gloire et Benoît de Waegeneer (OXFAM), Antoinette Brouyaux (Associations21), Philippe Defeyt (IDD), Daniel Cauchy (RDC)*

Cette immense capacité de l'intelligence humaine à relier les phénomènes devrait nous aider à affronter un défi essentiel. Car, comme l'a constaté l'atelier dédié à l'éthique, à l'écologie et aux questions sociales, si le défi au Nord est de changer radicalement notre modèle de croissance et les politiques qui le soutiennent, au Sud, il est de garantir la réalisation des droits socio-économiques pour tous (Indice de Développement Humain (IDH) supérieur à 0,8), tout en tirant les leçons des limites du modèle occidental de développement. Pour être «équitable», il faut d'abord commencer par rétablir la cohérence dans nos politiques, nos pratiques et nos comportements et évaluer à l'avance l'impact de ceux-ci sur le développement de tous partout dans le monde.

Manque de cohérence, court-termisme, cloisonnement de la pensée et découpage des politiques, le constat dressé durant l'atelier pour clair qu'il soit n'offre pas pour autant un nouveau paradigme. Et pour cause, la complexité des défis transversaux et les articulations multiples entre niveau local, régional et global n'autorise pas de solutions toutes faites. Il s'agit d'avantage ici de définir un processus de transition. Une transition qui aurait comme fil rouge la cohérence et qui s'appuierait sur des mécanismes de redevabilité et de transparence accrus afin de permettre aux citoyens et mouvements sociaux d'exercer leur pouvoir de contrôle et de pratiquer la justiciabilité des droits sur les décideurs des secteurs publics et privés. L'issue de

ce processus reste imprévisible mais des boussoles comme l'équité et la prise en compte des limites de notre planète peuvent déjà être fixées. Un exemple, les politiques climatiques préconisant l'adoption de 10% d'énergie renouvelable dans le secteur des transports (via notamment l'utilisation d'agrocarburants) doivent être suspendues s'il s'avère que ces mesures ont conduit à des accaparements de terre et à l'insécurité alimentaire qui hypothèquent directement les objectifs de développement du millénaire.

PAIX ET NON VIOLENCE

> **Intervenants**⁶ : *Ezio Gandin (Amis de la Terre), Étienne Godinot (Ghandi International), Alain Dangoisse (Ekta Parishad), Emeline De Bouver (UCL)*

Une véritable cohérence en vue d'un nouveau paradigme plus proche de la nature et plus solidaire, commence par une approche individuelle inscrite dans un contexte de paix et de non-violence.

L'« exploration » à laquelle l'individu est invité est une démarche. Elle s'est résumée aux aspects suivants durant l'atelier 'Paix et non violence' :

- > Arpenter en nous-mêmes et dans nos communautés d'existence, des chemins de vie en non-violence,
- > Construire des principes culturels sociétaux (éducation, philosophie, politique du bien commun, manière de vivre, de communiquer, droits des femmes et des hommes, etc.), porteurs de non-violence
- > Questionner notre rapport à la nature, à nous-même, à notre profonde naturalité. Identifier la place de notre espèce dans la nature.

L'atelier a organisé ses travaux sur la proposition suivante d'Arne Naess : « Admettons que la Nature ait une valeur en soi, en quoi un plus grand respect de la nature peut-il modifier la façon dont la société (humaine) se comporte à son égard ? L'approche profonde de l'écologie est une exhortation à nous interroger sur les fondements de nos préoccupations actuelles, à formuler clairement pourquoi nous sommes si profondément convaincus de l'importance particulière de la nature, à définir les principales transformations à réaliser dans nos sociétés pour bâtir un monde durable, où l'humanité ne s'inquié-

⁶ Amis de la Terre : <http://www.amisdelaterre.be/>, Gandhi Int'l : <http://www.gandhi2012.org/>, Ekta Parishad : <http://www.maisondd.be/spip.php?rubrique264>, UCL : <http://www.uclouvain.be/271828.html>

terait plus uniquement de son propre bien-être. » Les conclusions de l'atelier peuvent se résumer comme suit :

- > commencer « petit », en soi-même en intégrant la spiritualité
- > rééquilibrer (place du féminin, de la terre, de la nourriture saine)
- > réhabiliter le politique (bien commun et long terme) : favoriser la participation citoyenne et sortir de la « caste » politique, etc.
- > des indicateurs de bonne gouvernance (non cumul, « citizen empowerment », la voix de la terre, le bien-être comme valeur, respect des plus faibles et de la biodiversité, participation citoyenne, droit de désobéissance civile aux abus, etc.),
- > favoriser les investissements qui contribuent à l'autonomie et au développement solidaire, équitable et éthique,
- > interdire les investissements qui ont comme impact direct ou indirect la destruction du vivant.
- > augmenter le respect de la vie et des vivants

PERMACULTURE : L'APPROCHE HOLISTIQUE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN

> **Intervenants** : *Stephane Vanden Eede (MDD), Fabian Féraux (Biomimicry)*

Le portail d'information sur la permaculture en zone francophone⁷ en donne la définition suivante : « La permaculture vise à concevoir des habitats humains écologiques, notamment des systèmes de production de nourriture. C'est une philosophie d'aménagement du territoire et de renfort de l'esprit de communauté qui s'efforce, par l'intégration harmonieuse des habitats humains, du micro-climat, des plantes annuelles et vivaces, des animaux, des sols et de l'eau, de créer des sociétés durables et productives. L'accent n'est pas seulement mis sur ces éléments eux-mêmes, mais surtout sur les relations qu'ils entretiennent entre eux par la façon dont ils sont placés dans le paysage ou le système à créer. »

La permaculture est un bon exemple d'engagement citoyen car elle nous convie à « entrer en transition » par une démarche globale, à la fois personnelle et collective, qui couvre de façon cohérente nombre d'aspects de notre vie de citoyens.

Elle touche trois domaines qui sont bien présents dans notre vie de tous les jours

⁷ <http://permaculturefrancophone.org/definitions/>

- > Agriculture et alimentation :
 - Le premier objectif de l'agriculture ne doit pas être la production d'argent (matière morte), mais la production de nourriture (le vivant pour la vie). Il s'agit de promouvoir et défendre une agriculture vivante : locale, écologique, paysanne, et solidaire en renforçant à la fois les liens producteur – consommateurs et nord-sud.
- > Les objets que nous utilisons. Le principe de la permaculture est qu'un objet remplit plusieurs fonctions. Il s'agit par conséquent
 - de le réutiliser et de le recycler : pneus, matériaux de construction, chanvre, collectivité de la propriété des biens, mutualisation des biens, etc.
 - de penser à la production holistique cradle to cradle (cycles) : utiliser et réutiliser les bouteilles en verre, transférer l'énergie en surplus d'une industrie vers une autre, l'eau chaude, etc.
- > La collectivité et la gestion des conflits
 - Le respect des rythmes : temps de travail, adultes disponibles, conscients et attentifs, rythmes des enfants à l'école réduit, travail corporel, créativité.
 - La généralisation des outils collectifs : CNV (Communication non violente), sociocratie, forum ouvert
 - Le contact et le respect de la nature : écologie profonde, spiritualité, etc.

La fleur de la permaculture illustre cette démarche : <http://permacultureprinciples.com/fr/index.php>

MEDIAS (NIVEAU CITOYEN, INDIVIDUEL)

- > **Intervenants** : *Thierry Libaert (UCL, Fondation Nature et Homme), Thierry De Smedt (UCL)*

En ce domaine, l'atelier a montré que, si les citoyens veulent cesser de subir les médias, ils sont personnellement responsables de leurs choix médiatiques. L'exercice de cette responsabilité passe par l'accroissement de leurs connaissances et de leurs compétences en matière de médias. Il ne s'agit pas pour tout un chacun de devenir un spécialiste des médias mais bien d'en savoir assez pour être à même de jeter un regard critique sur le contenu des médias.

ÉDUCATION

- > **Intervenants**⁸ : *Michel Installé (MDD-UCL), Emmanuel d'Oultremont et Peter Verhille (United World College)*

Les conclusions de l'atelier portent sur la reconnaissance de la valeur d'une éducation qui ouvre à la diversité culturelle et sur la responsabilité de l'étudiant à développer son jugement critique et sa créativité pour être à même de faire preuve d'adaptabilité à un changement culturel. Le Forum fut l'occasion pour 17 collégiens, provenant des différents continents (United World College⁹), d'élaborer et de présenter une charte pour une nouvelle éducation qui aille vers plus de paix et un futur soutenable.

L'atelier 'Éducation' a dégagé les pistes suivantes :

- > Revaloriser et accompagner les parents dans leur rôle d'éducateur, et notamment le rôle des mères dans l'éducation pré-scolaire
- > Encourager la taxation des produits d'exportation par les pays du Sud pour utiliser les fonds pour financer les programmes d'éducation
- > Priorité au droit à une éducation de base de qualité dans les politiques publiques
- > Impliquer davantage la société civile dans les programmes d'éducation, notamment les jeunes (par ex. par la création de clubs de jeunes et leur représentation dans leur parlement)
- > Introduire dans la formation des jeunes et des adultes des espaces pour mieux se connaître (connaissance de soi), mieux comprendre les autres, mieux communiquer avec les autres pour arriver à créer ensemble.
- > Former les jeunes et les adultes à affirmer de façon constructive leurs passions (empowerment) et à une meilleure affirmation d'eux-mêmes
- > Introduire l'écologie et une formation au développement durable dans la formation des jeunes
- > Que l'éducation soit une force unifiante au sein des communautés humaines

Comme l'a dit Albert Einstein «Vous ne pouvez résoudre des problèmes avec le même raisonnement qui les a provoqués». L'éducation doit ainsi rendre les étudiants aptes à comprendre et engendrer les changements de paradigme nécessaires.

⁸ MDD : <http://www.maisondd.be/>

⁹ <http://www.uwc.be/en>

En résumé le changement culturel personnel se fonde sur la créativité que nous portons en nous, sur le besoin d'une approche globale ou horizontale toute en symbiose avec la nature, sur la nécessité d'appuyer l'éthique par l'équité, sur la responsabilisation de nos choix médiatiques, sur une éducation qui promeuve ces capacités et, finalement, sur une attitude profonde de non-violence.

changement passe par le respect des paysans et des collectivités locales d'abord en tant que fournisseurs de nourriture, et non d'argent.

Commencent à se forger des modèles qui visent à valoriser le rôle du paysan en tant que gardien d'un bien commun : les écosystèmes dans lesquels les paysans vivent, ainsi que les services qu'ils rendent s'étendent bien au-delà de l'espace qu'ils cultivent. **Ian Johnson** (Club de Rome), à plusieurs reprises, s'est attaché sur cette notion.

- 2 -

LE RAPPORT CONCRET DE NOS SOCIÉTÉS À LA NATURE

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET BIEN ÊTRE PAYSAN

> **Intervenants:** Philippe Bertrand (MAP¹⁰), Stéphane Parmentier (OXFAM)

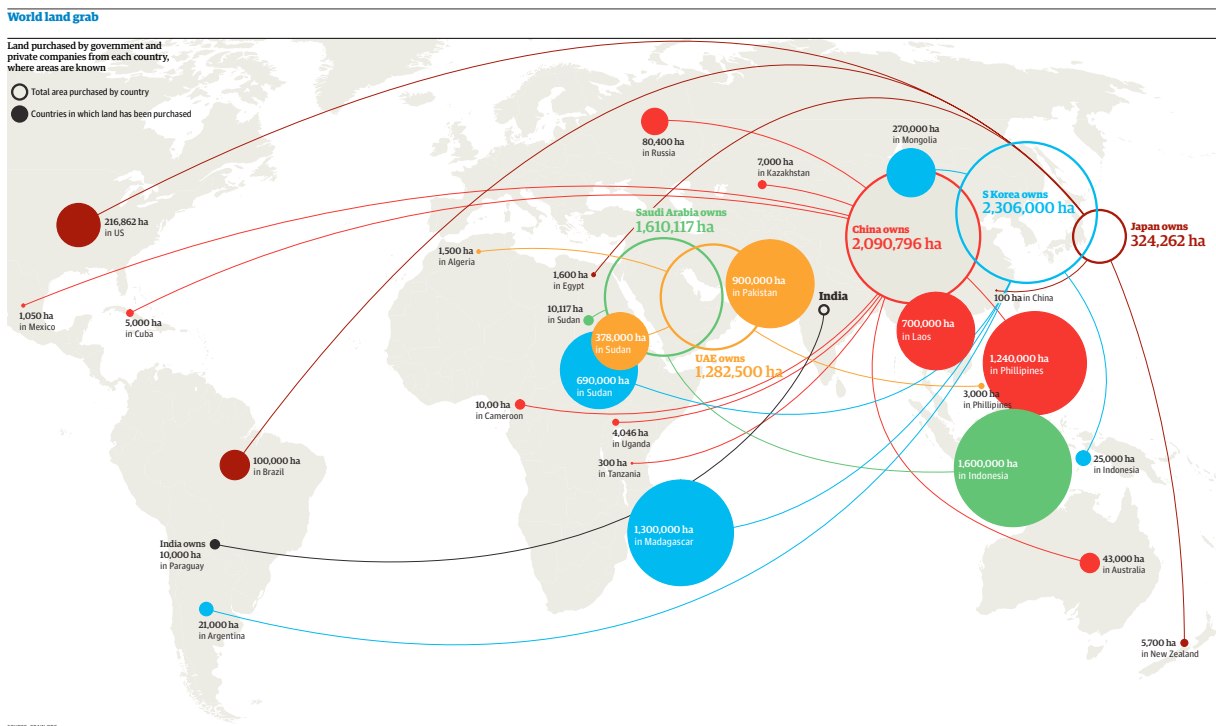
Dans le domaine de l'agriculture, et toujours dans un objectif de rétablir le lien avec la nature et le vivant, le

La défense de la paysannerie et l'agriculture de proximité furent d'ailleurs des thèmes récurrents du forum que plusieurs ateliers et sessions ont évoqués. Dans la session sur les investissements écologiques pour les générations futures, **Kate Raworth** (OXFAM¹¹) a développé la question des droits de propriété. La valeur de l'eau et de la terre augmente. L'acquisition de terres, ressources du sol et de forêts par des pays étrangers – principalement en Afrique où des contrats sont négociés par des gouvernements – en rendant aléatoire les droits de propriété des populations locales, empêche ces dernières d'assurer leur autosuffisance alimentaire et accroissent la dépendance des pays pauvres vis-à-vis des importations de nourriture.

¹⁰ <http://lemap.be/>

¹¹ <http://www.oxfam.org/en/grow/dashboard>

LANDGRAB



Le tableau ci-avant reprend les acquisitions de terre par des États à l'étranger.

Les exemples abondent où les marchés globaux et la finance internationale interagissent de façon négative avec des populations et des éco-systèmes fragiles.

Les solutions passent par :

- > Une meilleure valorisation de ces terres et forêts, et du travail des communautés qui s'en font les gardiens. Des exemples existent où les communautés locales ont reçu une forme de salaire pour préserver leur environnement.
- > Une meilleure équité entre les sexes: dans les pays moins développés, les femmes passent leur vie à transporter du bois et de l'eau (en allant les chercher de plus en plus loin surtout dans les pays à climat aléatoire). L'agriculture d'une large partie du monde passe par les femmes et les investissements doivent soutenir de meilleures infrastructures pour garantir l'accès à l'eau et à l'énergie, ainsi qu'une meilleure éducation en techniques de cultures pour prévenir l'érosion du sol et préserver les ressources en eau.

FORÊTS

- > **Intervenants:** Pr. Quentin Ponette (UCL-ELI), Pr. M. Dorban (UCL), Irs I. Picard, Ch. Cardon et G. Herren (Projet Cajamarca, Pérou), Pr. M. Sabir (ENFI-Maroc), Dr. J. Rance (INRA-France), M-N. Keyzer (Weforest), Marc Herman (SPW Wallonie), G. Lejeune (WWF), T du Monceau (CO2Logic)

Cette session nous a montré toute la complexité et la richesse des forêts mais aussi leur fragilité. De plus, et c'est sans doute le plus important, les systèmes forestiers nous invitent à regarder la terre autrement, à la considérer comme partenaire, comme un bien commun à respecter et à gérer.

Le film 'Hope in a changing climate' (de Jackson Hole Wildlife, sélection du International Forest Film Festival) a montré comment la volonté collective pouvait provoquer des changements positifs dans le long terme, au bénéfice des communautés locales et de l'environnement.

Comme dans l'atelier 'agriculture', la forêt soulève la notion de la valorisation de ce que font les populations dans leur espace-village et de la responsabilité qu'ils assument en tant que gardiens des éco-systèmes (p.ex. les bocages permettent de lutter contre l'éro-

sion). Les pistes de réflexions (Marie-Noëlle Keyzer, WE Forest) émergeant des discussions sont :

- > Concilier la valeur du capital commun (services rendus par les éco-systèmes et rôle des populations les maintiennent) qu'on ne valorise pas monétairement avec les objectifs économiques d'exploitation.
- > Concilier modernité et savoirs anciens : faire perdre les savoirs de la terre détenus par les plus âgés pour maintenir les bonnes pratiques et recomposer le capital naturel commun de forêts en impliquant les populations locales.
- > Assurer présence et suivi lors de reboisements : reboiser est difficile car les politiques n'ont pas de vision à long terme.

GREEN TECH

- > **Intervenants:** Benoît Macq (pro-recteur UCL), Stéphane Roumieux (Agoria), T. Detrootz (Dapesco), M. Hartenstein (Epur), J-Cl. Ménart (Ménart), D. Leboutte (CMI), A. Lesage (Pôle Greenwin), J. Meesen (Climact),

Revisiter la pertinence écologique de nos activités économiques, c'est montrer que la créativité technologique peut servir à développer des technologies qui respectent les limites de la biosphère.

Après une présentation des 7 propositions en matière de technologies vertes par la fédération des industries technologiques Agoria, 4 entreprises ont présenté leurs activités et l'impact positif de celles-ci.

La société EPUR¹² a présenté les défis de l'assainissement des eaux usées domestiques tant dans les pays industrialisés où le risque sanitaire est solutionné mais aussi où il persiste un risque environnemental à traiter, que dans les pays en voie de développement où le risque sanitaire reste une urgence sans oublier le risque environnemental.

Dans ces derniers, les solutions passeront par l'éducation (sensibilisation et travail à long terme), l'implication des femmes (micro-crédit), la technique (optimisation des choix en fonction des paramètres locaux) et la volonté publique.

Pour conclure, **Marcel Hartenstein** précise : "la dignité de l'homme est peut-être l'enjeu le plus important de tous".

¹² <http://www.epur.be/>

La session Greentech



Pour la société Dapesco ¹³, **Tanguy Detroz** a posé la question de savoir si l'objectif de réduire sa consommation d'énergie de 50% consistait en «un rêve ou juste un petit challenge...?». Il a montré combien plus les solutions sont complexes, plus les risques sont importants et moins bons sont les rendements. Chacun aura donc à se poser des questions quant à son impact personnel sur ses choix d'approvisionnement tant pour ses besoins de base que pour ses besoins en énergie. Les seules possibilités à long terme se situent dans le renouvelable et la diminution du besoin primaire via l'amélioration des rendements.

Jean-Claude Ménart de la société Ménart ¹⁴ a présenté le défi du traitement des déchets ménagers dans les pays en voie de développement, ou comment une PME de 40 personnes conçoit des équipements pour l'entretien de l'environnement et la gestion des déchets. Constatant la proportion importante de matière organique dans les déchets contenus dans les décharges, qui sont la cause des principaux désagréments et des risques sanitaires importants, de même que la perte

de revenus potentiels due à l'inexploitation des déchets, la société Ménart a développé une technique du tri-compostage. Celle-ci permet de réduire la quantité et la nocivité des déchets mis en décharge et d'en valoriser des sous-produits. Le compostage est un procédé biologique naturel aérobie qui transforme la matière organique en compost, un humus stable et sain ayant une grande valeur agronomique qui remplace l'utilisation coûteuse des fertilisants chimiques et améliore la qualité des sols, tout en promouvant l'agriculture biologique locale.

Pour la société CMI ¹⁵, **Didier Leboutte** a illustré le défi de la transformation de la biomasse en combustible par les exemples du Bio-jet A1 et de la torréfaction. Le bio-jet A1 est un combustible utilisable de 0-100% dans les avions actuels sans modification ni des moteurs, ni des procédures.

La torréfaction est un processus industriel permettant de convertir la biomasse en combustible. Il permet la concentration de la valeur calorifique de la biomasse et la production d'un combustible homogène, stable et facilement broyable.

¹³ <http://www.dapesco.com/>

¹⁴ <http://www.menart.eu/index.htm>

¹⁵ <http://www.cmigroupe.com/>

– 3 –

LE CHANGEMENT CULTUREL AU NIVEAU COLLECTIF ET GLOBAL : SORTIR DE L'IMPÉRATIF DE CROISSANCE

3.1 LA CONSOMMATION

Sortir du mythe de la croissance et revenir aux limites de la biosphère

3.1.1 LES CONSTATS

Le forum s'est construit autour des propositions de Tim Jackson¹⁶ qui remettent en question la croissance sur une planète finie. Nous consommons déjà, actuellement, «une planète et demie», et nous l'empêchons de se régénérer. Toutes les projections scientifiques, qu'elles soient liées au changement climatique, où à l'épuisement de nos ressources (eau, terre, nourriture, sol, minerais,...) s'accordent pour prédire de véritables effondrements écologiques et sociaux à 20 ans ou 40 ans.

L'impasse est réelle : soit le système économique s'effondre si la consommation croissante ne le soutient plus, soit la planète s'effondre en épuisant ses ressources et la vie plus vite que sa capacité à se régénérer. Les effets humains et environnementaux engendrés par notre système économique appellent un raisonnement d'auto-limitation collective de l'humanité (**Christian Arnsperger**, UCL). Les solutions passent donc par une réduction différenciée des rythmes de croissance, et une pluralisation des types de croissances.

Kate Raworth (OXFAM) a précisé les enjeux spécifiques auxquels notre planète finie est confrontée : le modèle du 'business as usual' basé sur la croissance devient suicidaire pour les générations futures en raison de la quantité de ressources disponibles et de la démographie croissante.

¹⁶ « Prospérité sans croissance », Tim Jackson, Éditions De Boeck 2010

Les enjeux sont de :

- > réduire de 33% l'empreinte écologique pour vivre au diapason de la biocapacité
- > redistribuer les ressources limitées vers ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté
- > se partager les ressources en tenant compte de la croissance démographique (+30% en 2050),
- > intégrer une économie globale qui devrait tripler d'ici 2050.

Des modèles équitables et durables doivent prendre le relais :

Sur le plan des limites delà biosphère, la situation se résume dans les mots de Tim Jackson :

« Il est actuellement largement admis que 60% des services rendus par les écosystèmes mondiaux ont été dégradés ou surexploités depuis le milieu du 20^e siècle. Durant la même période l'économie globale a été multipliée par plus de 5. Si elle continue de croître au même rythme, en 2100, elle sera 80 fois supérieure à celle des années 50. Cette accélération extraordinaire de l'activité économique n'a pas de précédent historique. Elle est en total désaccord avec nos connaissances scientifiques concernant la finitude des ressources et la fragilité de l'écologie dont dépend notre survie.

Un monde dans lequel les choses continueraient comme de coutume est déjà inconcevable. Mais qu'en est-il d'un monde dans lequel quelque 9 milliards d'habitants atteindraient le niveau de prospérité des pays de l'OCDE ? En 2050, une telle économie ferait 15 fois la taille de celle d'aujourd'hui (75 fois celle de 1950) et 40 fois cette même taille en 2100 (200 fois celle de 1950). À quoi diable pourrait-elle ressembler ? Sur quelles bases tiendrait-elle ? Offre-t-elle vraiment une vision crédible d'une prospérité durable et partagée ?

La plupart du temps, nous évitons la dure réalité de ces chiffres. ¹⁷ »

Sur le plan de l'équité, il est bon de se rappeler que :

- > La moitié de l'humanité vit avec moins de deux dollars par jour et ne bénéficie pas du droit à des conditions de vie décentes. Un être humain sur cinq n'a pas accès à l'eau potable.
- > Un être humain sur six est analphabète et plus de 800 millions de personnes souffrent de malnutrition.
- > Comparée à 1992, la richesse globale (les fruits de la croissance) a explosé ! Mais la traduction de

¹⁷ Cf. Tim Jackson

Cédric du Monceau, Kate Raworth,
Ian Johnson et Kristian Uppenberg



ces gains économiques en gains sociaux est de moins en moins efficiente. Entre 1990 et 2001, pour chaque augmentation de 100 \$ dans le PNB/ personne, seuls 0,6 \$ ont contribué à réduire l'extrême pauvreté (1\$/jour/personne). Autrement dit, pour chaque dollar alloué à la réduction de la pauvreté, il faut 166 \$ de la production et de la consommation.

- > La mauvaise performance du modèle économique actuel non seulement ne contribue pas à la réduction de la pauvreté mais elle accentue dangereusement la dégradation de notre environnement (NEF paper 2006 : Growth is not working).
- > Une augmentation de la croissance en termes de PNB s'avère donc être une stratégie inadéquate pour atteindre les objectifs sociaux et environnementaux compatibles avec l'atteinte d'un développement soutenable pour tous partout dans le monde.
- > Le fossé entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser à l'intérieur et entre les pays.
- > Et ce sont les pays riches (et les riches dans tous les pays du Monde) qui exercent le plus de pressions sur les ressources naturelles. Alors, ne serait-il pas plus indiqué de viser l'équité plutôt que l'éthique ?

Dépasser l'efficacité (relative vs absolute decoupling)

Faire mieux en améliorant l'efficacité – en particulier énergétique – ne sera pas suffisant, dit **Tony Long** (Directeur de WWF Europe ¹⁸). Dès lors, la question est : « Devons-nous laisser faire en sachant que nous allons vers de plus grands désastres ou devons-nous implémenter un nouveau paradigme qui baserait le développement sur d'autres critères ? »

En termes consacrés, cette question d'efficacité au sein du modèle 'Business as usual' est appelée découplage ('decoupling') : en résumé, en améliorant la production, il est possible de produire plus avec moins, et donc de

créer davantage de produits, avec la même quantité de ressources, et sans accroître le niveau de pollution.

Il y a deux types de découplages : relatif et absolu. Le découplage relatif réfère à une réduction de l'intensité environnementale par unité de produit (l'exemple de l'efficacité énergétique des voitures l'illustre). Les impacts diminuent par rapport au PNB, mais ne déclinent pas vraiment ; leur croissance est plus lente que celle du PNB. Cependant, au niveau global, la croissance a sérieusement dépassé les effets d'une meilleure efficacité. Le découplage absolu décrit une diminution générale de l'intensité environnementale. Plusieurs participants ont évoqué la difficulté d'un découplage absolu. L'output économique total continue de croître, et l'intensité environnementale diminue en termes absolus. Différents orateurs ont souligné que l'important était les statistiques globales concernant notre utilisation des ressources. À titre d'exemple, les émissions globales aujourd'hui se situent 40% au-dessus du seuil de base de 1990 (Kyoto) et 80% au-dessus des niveaux de 1970.

Comme le dit Tim Jackson :

"For decoupling to offer a way out of the dilemma of growth, resource efficiencies must increase at least as fast as economic output does. And they must continue to improve as the economy grows, if overall burdens aren't to increase. To achieve this more difficult task, we need to demonstrate absolute decoupling. Evidence of this is much harder to find."

Patrick Van Haute de l'OCDE, a répété que la notion de PNB est un concept vieilli qui ne tient pas compte des ressources naturelles. Et que nous avons besoin des bons indicateurs pour parvenir à des résultats satisfaisants. Sans politique concertée, des états ET des pouvoirs régionaux et subordonnés, il ne peut y avoir de mesures réellement efficaces. La stratégie de l'OECD pour une croissance verte vise à formuler des recommandations concrètes et à fournir des instruments de mesure, notamment des indicateurs, qui aideront les pays à engendrer la croissance économique et le développement, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Cette stratégie propose un cadre d'action adaptable selon les spécificités nationales et le stade de développement des pays ¹⁹.

Christian Arnsperger, professeur en économie à

¹⁸ <http://www.wwf.eu/>

¹⁹ http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/vers-une-croissance-verte_9789264111332-fr

l'UCL, a posé le débat dans son atelier de la façon suivante :

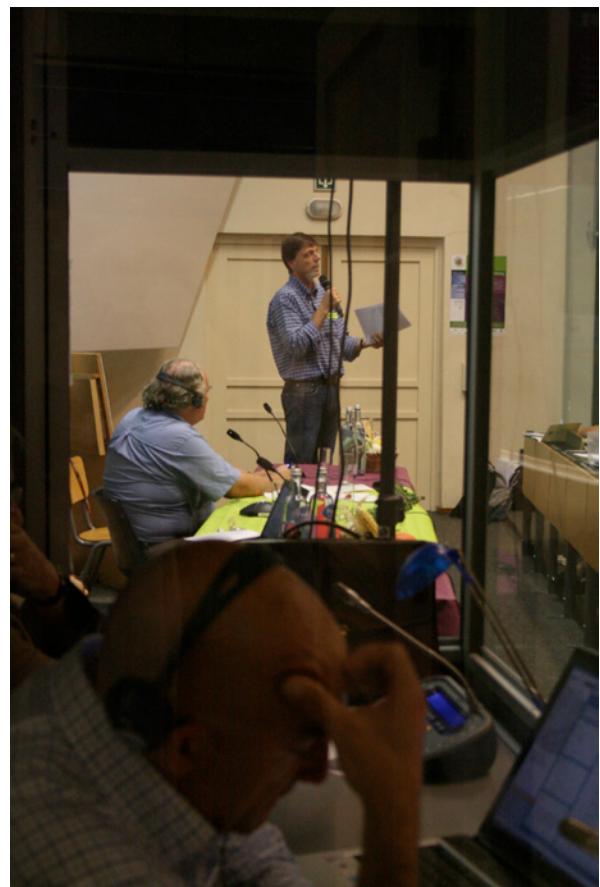
«L'équation écologique macro-planétaire devient de plus en plus insoluble. Qu'on soit «pour» ou «contre» la décroissance pour des raisons idéologiques ou philosophiques importe de moins en moins : ce qui compte, c'est que les effets humains et environnementaux engendrés par notre système économique (et par les décisions politiques et réglementaires qui sont prises en son sein) appellent un raisonnement d'auto-limitation collective de l'humanité. Il faut un «protocole de Kyoto économique» qui établisse des règles mondiales de réduction différenciée des rythmes de croissance et une pluralisation des types de croissance. Dans ce cadre, la question de la consommation et de la «culture consumériste» est cruciale. Mais, comme j'essaierai de le montrer, la «simplicité volontaire» comme projet de société doit être profondément remise en cause. En réalité, la question du pacte planétaire de «réorientation de la croissance» est une question institutionnelle et politique. Faire reposer sur une poignée de consommateurs opulents le poids de cette réorientation n'est pas sérieux. Il faut, si l'on veut voir la consommation jouer un nouveau rôle dans notre modèle d'accumulation, changer fondamentalement les règles de la création monétaire et de l'investissement. Les consommateurs n'arrivent qu'en dernière ligne d'un enchaînement logique qui commence bien en amont, et qui a à voir avec l'articulation entre endettement, crédit, croissance et emploi. Une «économie verte» dûment reconstruite verra inévitablement naître de nouveaux modèles de consommation, mais faire croire que des consommateurs lourdement endettés et pris dans des logiques d'anxiété, de rivalité et de compétition seront les premiers innovateurs sociaux, c'est se tromper de cible dans nos réformes. La vraie question est : comment passer à un «capitalisme vert» qui, à travers des entrepreneurs, des banquiers et des investisseurs désireux de changement profond, contienne en lui-même suffisamment de germes de nouvelles formes de production, de travail, d'investissement et de formes monétaires ?»

3.1.2 PROPOSITIONS POUR SORTIR DE L'IMPÉRATIF DE LA CROISSANCE

> AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE

L'ENTREPRISE DE DEMAIN : RESPONSABLE ET LIBÉRÉE

> **Intervenants :** Laurent Ledoux et Philippe Vaxelaire (Philosophie & Management ²⁰)



L'entreprise fonctionne sur un mode de production lié au mode de consommation. Le défi est de savoir comment produire dans les limites de la biosphère ?

En préparation de l'atelier, une série de questions ont été posées aux participant(e)s.

²⁰ <http://www.philosophie-management.com/php/index.php>

Consommation & Gestion des Ressources Humaines (GRH): Comment limiter ou modifier en profondeur notre consommation de produits qui consomment eux-mêmes les ressources naturelles limitées de la planète? Comment promouvoir le changement culturel en termes de consommation nécessaire pour y arriver? Quel rôle peuvent jouer les entreprises à cet effet en interne (GRH) et en externe (marketing)? Comment intégrer valeur d'usage versus valeur d'échange, lutter contre l'obsolescence programmée, l'evergreening, les oligopoles, la pensée à court terme,...

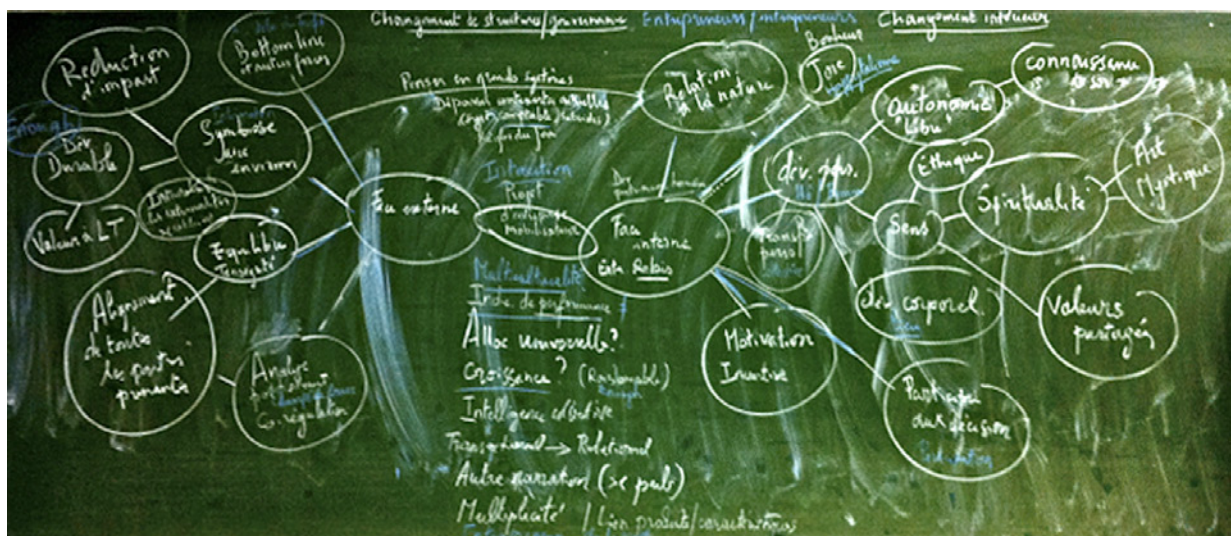
Production: Comment adopter des modes de production plus durables (tant au niveau environnemental que sociétal)? Comment favoriser ou rendre prioritaires en entreprises les recherches et les investissements susceptibles d'induire de tels changements?

Gouvernance: Comment mettre en place une gouvernance écologique et éthique adaptée à un monde globalisé? Quelles règles, ou quels nouveaux indicateurs pour les entreprises peuvent y contribuer? Quels peuvent être les rôles respectifs des entreprises (et des autres acteurs - ONG, pouvoirs publics,... - par rapport à elles) dans ce cadre?

Les défis de l'entreprise sont les suivants

- > Nous proposons que les entreprises (marchandes ou non) s'engagent à plus de transparence et de mesures de leur impact.
- > Prendre en compte de nouveaux indicateurs de performance, de pérennité et de résilience en totale transparence.
- > Accepter des incitants et des contraintes qui facilitent l'adoption de comportements responsables.
- > Favoriser l'autonomie des personnes au sein des entreprises (éducation critique)
- > Être acteur de nouveaux modes de consommation et de collaboration.
- > Faire évoluer notre perception du leadership de demain («la force de l'exemple»)
- > Intégrer au sein des organes de gouvernance l'ensemble des parties prenantes et favoriser le dialogue avec celles-ci.
- > Renforcer la transparence des labels et le contrôle de la publicité (mensongère; la taxer dans certains cas).

MAPPING DU RÔLE DE L'ENTREPRISE DE DEMAIN



> AU NIVEAU DES INSTRUMENTS ÉCONOMIQUES (FISCALITÉ, SUBSIDES, ETC.)

Pour **Michel Genet** (directeur de Greenpeace Belgique ²¹), il est essentiel de faire basculer la fiscalité sur l'emploi qui tue l'emploi vers une fiscalité orientée sur l'épuisement des ressources naturelles et, en particulier, une taxe sur le carbone (plutôt que l'énergie). De même, si on supprime les subsides aux carburants fossiles, les gaz à effets de serre seront réduits de 10%. Le tout est une question de volonté politique. Un autre thème récurrent est le besoin d'accompagner la transition vers une économie durable avec des mesures qui en atténueraient les impacts sociaux (**Kate Raworth** – OXFAM UK), par exemple...

- > en garantissant aux plus démunis l'accès aux ressources naturelles (en particulier quand les droits de la propriété sont incertains et que les gouvernements les vendent à des intérêts étrangers) ainsi qu'en ayant une politique de subsides pour limiter l'impact des fluctuations des prix de l'énergie et de l'alimentation ;
- > en menant une politique d'accompagnement (formation etc.) vis-à-vis des employés et des travailleurs des industries qui polluent excessivement et qui sont appelées à disparaître.

> AU NIVEAU DES MÉDIAS (NIVEAU COLLECTIF, RESPONSABILITÉ COLLECTIVE)

Les médias comme canaux de changement

Les propositions de l'atelier.

- > Quel serait le rôle des médias dans un monde souhaitable ?
- > Favoriser l'intelligence collective (et non la désintelligence collective)
- > Favoriser les médias qui font de la « médiation » (synthèse de discours, de visions différentes, organisation des informations, chronologie, références, classement, mise à disposition, glossaire, etc.) comme une fonction sociale importante
- > Présenter des événements positifs de l'actualité autrement qu'en les folklorisant
- > La diversité structurelle des médias est une qualité positive (horizontale et verticale)
- > Un monde où les médias n'ont pas d'omniprésence incontournable : littératie médiatique

²¹ <http://www.greenpeace.org/belgium/fr/>

- > Comment y aller ?
- > Quels sont les rôles médiatiques possibles, de manière intermédiaire ? Stimuler les médiateurs les plus neutres et les plus transparents ?
- > Plus d'indépendance des rédacteurs de l'information : mesures concrètes
- > Responsabiliser socialement les entreprises médiatiques :
- > Mission statement obligatoire,
- > Représentation des ONG environnement dans l'administration de certains médias
- > Incitation à rendre compte : ombudsman, consulter les réactions du public
- > Obligation de reporting des relations journalistiques, et mention des entrées publicitaires dans les comptes annuels de la presse
- > Palmarès des ONG dans le traitement journalistique des questions d'environnement
- > Les citoyens sont responsables médiatiquement. Ils doivent en avoir les compétences grâce à une éducation du public aux médias, adaptée aux médias contemporains
- > Réhabilitation du service public : par exemple, détacher les médias de service public du marché
- > Formation recyclage des journalistes sur les sujets relatifs au développement durable
- > Formation scolaire à l'esprit critique en général

3.1 LA FINANCE

La finance est un instrument et doit le rester. La question fondamentale qui s'est posée dans le forum est la suivante : comment assurer le financement des changements qui sont proposés tant par les orateurs que dans les travaux participatifs ? Quels changements des systèmes monétaire, financier, fiscal et bancaire actuel cela nécessite-t-il ? De même que les énergies potentielles de l'eau, du vent, du soleil, de la biomasse, etc. doivent être contraintes (barrage, turbine, pales, panneaux, échangeurs, etc.) pour être utiles, comment canaliser (réglementer, réguler, etc.) l'énergie financière pour faciliter (favoriser, investir, servir) les changements de paradigmes nécessaires (biosphère partenaire, macroéconomie responsable, logique de prospérité) ?



TRANSITION VERS UN NOUVEAU PARADIGME DE LA FINANCE

- > **Intervenants** ²²: Eric De Keuleneer (Solvay Business School), Alain Tihon (MDD), Bernard Bayot (RFA), Michael Knaute (Convergence 2015),
- > **Pour le panel du lundi**: Olivier De Guerre (Phi-Trust), Alain Tihon (MDD), Chantal Kamatari (Micro crédit Administrator, BNP Fortis), Bernard Hanin (Louvain Développement)

La réforme du secteur financier est cruciale.

Avec la financiarisation de l'économie, le système financier a mis l'économie à son service. Les banques ont oublié leur fonction de base qui est de servir d'intermédiaire entre ceux qui ont de l'argent et ceux qui ont des projets et qui n'ont pas d'argent pour les réaliser. Une économie ne peut vivre que si les banques sont au service de l'économie réelle.

Pour donner une idée de l'ampleur du problème, le PIB

²² Solvay Business School: <http://www.solvay.edu/>, RFA: http://www.financite.be/index_fr.html BNP Fortis: <http://www.microstart.be/>, Louvain Développement: <http://www.louvaindev.org/cooperation-au-developpement-accueil-fr.htm>

mondial, en 2006, s'élevait à 48 400 milliards de dollars (48,4 téradollars) face à une économie financière, dans laquelle, en 2007, les transactions sur le seul marché des changes étaient de 3,2 téradollars par jour et les transactions en produits dérivés de 2,1 téradollars par jour. En d'autres termes il suffit d'une dizaine de jours pour que le volume des transactions de change et de dérivés dépasse le PIB mondial. Or ces transactions sont supposées être en appui de l'économie réelle. Le volume des produits dérivés de crédit (Credit Default Swaps ou CDS) atteignait quelque 62 000 milliards de dollars ce qui dépasse le risque sur les crédits accordés. Les volumes de transactions financières, et spéculatives, sur matières premières sont un large multiple des transactions physiques,...

LES CONSTATS

La finance domine excessivement les échanges économiques. Elle s'est ainsi diffusée insidieusement et a pris de plus en plus d'importance dans les domaines économiques, sociaux, environnementaux et politiques.

En faisant croire que la performance financière est

mesurable, fiable et la mesure de tout, elle amène à penser qu'il existe des solutions faciles et simples à des problèmes complexes :

- > pour la gestion tant des entreprises que des organisations et des institutions
- > pour la gestion du personnel (par exemple les bonus individuels qui entraînent une concurrence accrue au sein du personnel)
- > pour la gestion des patrimoines personnels.

La finance fait régner la conviction que l'enrichissement est légitime, utile et crée de la valeur sans aucune référence à d'autres valeurs et sans aucune contrainte sociétale.

Ce faisant, la finance favorise dans les entreprises des comportements orientés vers la recherche exclusive de l'intérêt personnel et du profit qui induisent une vision à court terme, la concentration des activités et la formation de monopoles et d'oligopoles, alors que l'entreprise est aussi, ou surtout, un lieu d'intérêt collectif (l'« intérêt social », l'« affectio societatis »,)

La finance fait croire à l'efficacité absolue du marché pour combattre les régulations et les taxes tout en augmentant l'opacité des marchés et ses marges bénéficiaires. La finance fait croire que l'objectif de liquidité est un but en soi, qui justifie des soutiens illimités alors que la liquidité ne sert surtout qu'à elle-même.

La finance diffuse ces idées dans tout le système éducatif (notamment les facultés économiques et business schools) influençant ainsi des comportements et attitudes qui lui sont favorables.

La finance induit une psychose dans la population en faisant croire que le profit est à la portée de quiconque veut faire fructifier son argent, d'où le succès des sicavs (un vol à ciel ouvert) et des conseillers en gestion de « fortune » (voir USA).

PROPOSITIONS POUR UNE TRANSITION

1. Mesures touchant les banques :

- a la séparation entre les différents métiers : un même acteur ne peut pas jouer des rôles différents (banque de dépôt et banque d'affaire), avec des conflits d'intérêt ; il n'est de plus pas sain que des banques de dépôts puissent utiliser ces dépôts pour financer des opérations spéculatives. Les régulations de la concurrence doivent être appliquées plus strictement aux banques, notamment lors de fusions-acquisitions. La fiscalité et la régulation des banques doivent pénaliser la taille excessive par rapport au PNB du pays-hôte Ce qui entraînerait :

- une diminution de la taille des institutions, un accroissement de leur nombre et de la concurrence.
- la spécialisation et la diversité des institutions.

- b encourager (eg. via la fiscalité) les formules de banques coopératives, mutuelles, etc. en restant TRÈS attentif à la qualité de la gestion de ces institutions. Ces formes sont particulièrement importantes pour les activités de micro-finance

2. Les règles de protection des clients ;

- > appliquer correctement les aspects relatifs à la protection des investisseurs des Directives MIFID, renforcer le dispositif et l'étendre aux produits d'assurance-épargne
- > pour tout instrument financier distribué aux particuliers, prévoir un avis donné par une ou plusieurs agences spécialisées
- > pour la micro-finance, prévoir une régulation adaptée à la spécificité de l'activité

3. La fiscalité des transactions

Appliquer la taxe Tobin ²³, meilleur moyen de décourager la frénésie financière et la spéculation néfaste sans pénaliser les arbitrages et autres opérations financières dont la valeur ajoutée est suffisante pour supporter une petite taxe. Cette taxe peut servir à renforcer les infrastructures de marché (chambres de clearing) et, en général, compenser les États pour le risque systémique qu'ils assument encore trop largement.

4. Produits financiers et marchés

- a contrôle des CDS : les considérer comme de véritables assurances avec par conséquent l'exigence de sous-jacents réels
- b soumettre tous les produits financiers à l'exigence de marchés transparents dans leur fonctionnement et leur information et éviter les conflits d'intérêts des agences de notation (interdiction de leurs activités de consultance)
- c revoir la partie de MIFID concernant l'internalisation des ordres de bourse afin de ne plus l'autoriser. Interdire les prêts d'actions, ou au moins exiger un accord formel des détenteurs finaux, et la clarté de leur rémunération.
- d Contrôler les ventes à découvert, en régulant le prêt

²³ moins utile, semblerait-il, si l'on décidait de séparer l'activité des banques, entre banques d'épargne et de transactions (banques de dépôt), et les banques d'affaire qui font ce qu'elles veulent, mais sans aucune garantie étatique.

de titres, entre autres en imposant l'accord du preneur de risque final sur le prêt de titre, et en imposant la transparence.

5. Bonus

- a Prévoir a priori et dans la clarté les critères d'attribution, et les afficher (par exemple dans agences bancaires pour ce qui concerne le personnel commercial)
- b Si le bonus dépasse un % donné du salaire moyen de l'institution, le bénéficiaire reste responsable en cas de faillite de l'entreprise, ainsi que si celle-ci est condamnée pour avoir enfreint les règles de la concurrence, les lois sociales, causé des dégâts à l'environnement, etc.
- c L'objectif si une banque attribue des bonus et primes, elle doit procéder à l'évaluation de leur impact sur la satisfaction des clients et sur la politique de risques.

6. Responsabilité sociétale des entreprises

- a instituer un rating des banques en matière de RSE
- b les investissements socialement responsables (ISR)
 - existence de critères de sélection et d'exclusion clairs des entreprises
 - interdiction pour le gestionnaire de prêter les titres et d'accepter pour lui-même des rétrocessions de commissions
 - obligation pour le gestionnaire de fonds ISR d'aller voter avec ses titres et de faire rapport sur ses interpellations et ses votes sur toutes questions touchant à la gouvernance, la politique de rémunération, les matières liées à la concurrence, l'environnement, la gestion sociale, etc.
 - certification des gestionnaires de Fonds ISR (donc des Investisseurs SR)
- c pour la microfinance, développer les aspects de mesure de la performance sociétale, de l'impact environnemental, financier, etc.

7. Seuls les actionnaires qui votent ont droit à la totalité du dividende ²⁴.

²⁴ Ce point est évidemment provocateur. L'idée de base est de proposer le moyen de renforcer une démocratie d'entreprise et de rappeler les responsabilités des actionnaires vis-à-vis des administrateurs et, par ricochet, celles de ces derniers. Une « sanction » financière est un bon outil. On pourrait également dire « les actionnaires qui votent en Assemblée générale perçoivent une rémunération complémentaire », ou quelque chose du genre. Les modalités pratiques doivent être étudiées

Les mécanismes qui sont proches des gens et qui limitent les risques, comme la microfinance, ont été mis en exergue par **Michaël Knaute** (Convergence 2015 ²⁵) et **Olivier de Guerre** (PhiTrust ²⁶).

- 4 -

LE CHANGEMENT CULTUREL AU NIVEAU DE LA GOUVERNANCE

La capacité humaine et politique d'effectuer des changements majeurs est grande. Rappelons qu'au 20^e siècle des pays de régime politique très différents tels l'Allemagne, la Russie, les USA ont été capables de passer en peu de temps d'une économie de paix, à une économie de guerre puis une économie de reconstruction.

Albert Jacquard nous a rappelé la puissance de notre cerveau et sa capacité à générer des changements et **Isabelle Autissier** l'importance de nous mettre en situation de co-responsabilité.

Nouvelle gouvernance dans le cadre d'une démocratie inscrite dans le long terme

La démocratie doit être réinventée, selon **Olivier de Schutter** (rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation ²⁷); nous avons besoin de mécanismes et d'objectifs à long terme fiables, avec des étapes de transition intermédiaires crédibles. Les citoyens doivent mettre leur gouvernement devant leurs responsabilités, au Nord comme au Sud. Nous avons besoin de remédier à un déficit de confiance envers notre système politique. Le citoyen n'est pas suffisamment impliqué. Et au niveau politique, les gouvernements qui prôneraient la finitude (croissance contenue voire décroissance) plutôt que la plénitude (poursuite d'une croissance par tous) seraient probablement sanctionnés dans les urnes. Le court-termisme de notre système politique le rend inadéquat par rapport aux défis de notre temps. Le système des taxes et des subsides a besoin d'être réformé dans la mesure où les investissements dans le « green business » ne procureront pas des effets suffisants sur l'emploi s'ils ne sont pas assortis d'une réforme fiscale (**Uppenberg – BEI**).

²⁵ www.convergences2015.org/

²⁶ <http://www.phitrust.com/>

²⁷ <http://www.srfood.org/>



Plusieurs thèmes récurrents sont revenus dans le cadre d'une nouvelle gouvernance. Ainsi la nécessité de réorienter la fiscalité pour récompenser les « bons » investissements (ceux qui bénéficient au bien commun) et pénaliser les « mauvais » (pollution, épuisement des ressources,...). De même il est indispensable d'accompagner la transition vers une économie durable avec des mesures qui en atténueraient les impacts sociaux (cf. supra), en d'autres termes, assumer le double volet de l'équité et de la durabilité pour évoluer vers des économies plus vertes.

Comme l'ont souligné **Michel Genet** (directeur de Greenpeace Belgique) et **Kate Raworth** – OXFAM UK, le tout est une question de volonté politique.

CONCLUSIONS DU FORUM

Loin de sombrer dans des discours fatalistes, le Forum a été un moment de partage enthousiasmant d'expériences vécues et réussies de changements possibles. Les deux constats de bases étaient : d'une part, nos systèmes économique et financier basés sur la croissance sont dans l'impasse face aux limites de la biocapacité de la Terre. D'autre part, les ressources et les différents systèmes qui soutiennent le vivant doivent être partagés de manière équitable entre tous, présents et à venir.

Anne Grafé-Buckens et Ian Johnson



Ian Johnson du Club de Rome, a synthétisé les débats du Forum en constatant combien le discours sur ces questions a évolué depuis dix ans et semble converger vers un inévitable changement de paradigme affectant tous les secteurs de l'économie. Cinq ans plus tôt, 'One people, One planet' aurait été un forum 'environnemental'. Cette première édition a poussé le débat en abordant des questions de bien commun, de valeurs affectant l'éducation pour les droits à long terme des générations futures, de modèle financier alternatif correspondant davantage à l'économie réelle, de gou-

vernance où finance, économie et écologie deviennent interconnectées, de changement culturel profond et à l'échelle mondiale puisque, en tant que citoyens-consommateurs, nous ne sommes pas seulement des citoyens nationaux mais aussi globaux.

Pour devenir des citoyens-solidaires, nous avons besoin d'institutions capables de servir de cadre à ce nouveau paradigme reconnu comme urgent. Nous avons aussi besoin d'autres indicateurs pour mesurer la prospérité et permettre l'équité vis-à-vis de populations ou de générations lointaines.

Faire de la terre un paramètre valorisé, construire une macroéconomie responsable et fonctionner selon une logique de prospérité (être, bien-être, et non avoir), tels sont les changements fondamentaux auxquels nous sommes confrontés.

Les leviers nécessaires pour les mettre en œuvre prennent appui d'abord sur un changement culturel personnel basé sur la créativité, sur le besoin d'une approche globale en symbiose avec la nature, sur la nécessité d'appuyer l'éthique par l'équité et sur une attitude profonde de non violence.

Ensuite, et parallèlement, il faudra que tous les acteurs (entreprises, institutions, ONG, gouvernements) œuvrent à se libérer de l'emprise d'une consommation destructrice en inscrivant la responsabilité sociétale dans la trame de leurs activités, en construisant les outils nécessaires (macro et micro) pour y arriver et en pliant enfin la finance pour la remettre au service du bien commun. Seule, une pluralité d'acteurs financiers et économiques, opérant dans la transparence, et d'une taille limitée (afin de limiter la dépendance sociétale à leur égard) permettra de renforcer la capacité de résistance et d'adaptation des sociétés et leur

Emanuel d'Oultremont, les jeunes de l'UWC et Cédric du Monceau



donnera la capacité d'entrer en transition. La finance doit redevenir un outil, dans toutes ses fonctions utiles, au service de l'économie, plutôt que d'asservir celle-ci à son fonctionnement.

Il y faudra du courage, de l'imagination et de nouvelles formes de gouvernance.

Le chantier est loin d'être achevé et nombreux sont ceux et celles qui souhaitent y travailler et apporter leur pierre. Nous avons au cours de nos travaux clairement perçu et testé le désir et la richesse d'une approche globale. De nombreuses pistes de solutions furent esquissées. Ne se résument-elles pas finalement, à une nouvelle approche de la prospérité, et pour y arriver, à des indicateurs et des valorisations plus systémiques, et à des ressources humaines capables de créer et d'entreprendre pour se lancer dans l'aventure formidable du bien commun ?

Cédric du Monceau, premier échevin de la Ville d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, qui est à l'initiative de ce forum s'est réjoui du succès et félicite tous les participants pionniers de cette première rencontre, en particulier, la Maison du Développement Durable. Il est convaincu qu'en périphérie de la capitale européenne, Louvain-la-Neuve ; ville nouvelle, piétonne avec une infrastructure culturelle et universitaire inutilisée l'été, est le lieu propice pour qu'un tel forum, à vocation internationale, puisse pleinement se développer. Il encourage toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à venir apporter leur contribution pour que les prochains rendez-vous soient encore plus enthousiasmants et engageants.